

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

AVENANT N° 11 *BIS* DU 23 NOVEMBRE 2007
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA
(BOURGOGNE)

NOR : *ASET0850038M*
IDCC : 1597

Entre :

La fédération française du bâtiment Bourgogne,

D'une part, et

Les unions départementales de Côte-d'Or, Nièvre, Saône-et-Loire, Yonne
CGT-FO ;

L'union régionale construction et bois CFDT Bourgogne ;

L'union régionale de Bourgogne CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application des articles 12.8 et 12.9 de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minima des ouvriers du bâtiment de la région Bourgogne applicables à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Article 2

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

- la partie fixe (PF) à 541,865 € ;
- et la partie variable (VP) à 4,6116 €, pour les coefficients 170 et suivants.

Par dérogation aux articles 12.8 et 12.9 de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, les parties signataires du présent accord ont fixé, forfaitairement, le barème du coefficient 150, pour un horaire mensuel de 151,67 heures, à 1 305,88 €.

Soit une grille qui s'établit ainsi, du coefficient 150 au coefficient 270 :

(En euros.)

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE			SALAIRE MENSUEL minimum pour 151,67 heures	
Niveau	Position	Coefficient	Horaire	Mensuel
I	1	150	8,61	1 305,88
	2	170	8,74	1 325,60
II		185	9,20	1 395,36
III	1	210	9,96	1 510,63
	2	230	10,57	1 603,15
IV	1	250	11,17	1 694,15
	2	270	11,78	1 786,67

Article 3

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction générale du travail (DGT) du ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Dijon.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité.

Fait à Dijon, le 23 novembre 2007.

(Suivent les signatures.)